

المملكة المغربية
+ⵛⵔⵓⵙⵉⵔⵉⵢⵓⵔⵉ
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
ⵎⵓⵙⵉⵔⵉⵢⵓⵔⵉⵢⵓⵔⵉ ⵙⵉⵔⵉⵔⵉⵢⵓⵔⵉⵢⵓⵔⵉ ⵙⵉⵔⵉⵔⵉⵢⵓⵔⵉⵢⵓⵔⵉ
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°05/CSEFRS/2023**

POUR

**HEBERGEMENT ET INFOGERANCE DE LA PLATEFORME VIRTUELLE SUR LE
CLOUD POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA
FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES.....	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9: DUREE DU MARCHE RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 10: MONTANT DU MARCHE RECONDUCTIBLE	7
ARTICLE 11: NATURE DES PRIX	7
ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX.....	7
ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISoire ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	7
ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE	7
ARTICLE 15: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE	8
ARTICLE 16: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES	8
ARTICLE 17: RECEPTION DEFINITIVE.....	8
ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI	8
ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT.....	8
ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD.....	8
ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS	9
ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHE.....	9
ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	9
ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES.....	9
ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES ».....	11
ARTICLE 27: CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 28: DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 29: MAINTENANCE ET INFOGERANCE	12
ARTICLE 30: OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
ARTICLE 31: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET.....	14
ARTICLE 32: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF.....	15



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°05/CSEFRS/2023**

Marché reconductible passé par appel d'offres ouvert national sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'article 8, des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Monsieur, Qualité.....;
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
Faisant élection de domicile à : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N°: ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la
banque Agence :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Monsieur, Qualité.....;
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise :
Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la
banque Agence :

B- Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Monsieur, Qualité.....;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N°: ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la
banque Agence :

2) Cas des établissements publics :

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de ;
Siège à : ;
Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la
banque Agence :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur, Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la
banque Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la
banque Agence :

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M. (Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de
l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert
auprès ;

D'AUTRE PART



CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert national a pour objet la conclusion d'un marché reconductible relatif à l'hébergement et l'infogérance de la plateforme virtuelle sur le Cloud pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en l'hébergement et l'infogérance de la plateforme virtuelle sur le Cloud et migration de la plateforme web existante vers la nouvelle plateforme.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché sont :

- L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- Le présent CPS dûment signé ;
- Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché reconductible est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N ° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement intérieur du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services (C.C.A.G.EMO) portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat, approuvé par le décret N° 2-01-2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 142 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

En application de l'article 143 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement.

A défaut par le titulaire de satisfaire aux prescriptions de l'article 17 du CCAG-EMO, toutes notifications relatives au présent marché reconductible seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire.

En cas de changement de son domicile au cours de la période d'exécution de ses obligations, il doit en aviser immédiatement le Conseil dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N° 112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par l'agent comptable détaché auprès du Conseil, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DUREE DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

La durée du marché reconductible issu du présent appel d'offres est d'une **(01) année renouvelable d'année en année par tacite reconduction** sans toutefois que cette durée ne puisse excéder **(05) cinq années**.

La première période commencera à courir à partir de la date de commencement prescrite par l'ordre de service invitant le titulaire à commencer la prestation.

Nonobstant la reconduction du marché par période annuelle, le maître d'ouvrage pourra mettre fin au marché, après préavis écrit d'un (01) mois, notifié au titulaire.

Dans le cas où le titulaire désire mettre fin au marché reconductible, il est tenu d'en aviser le Conseil par lettre recommandée, trois (03) mois avant l'échéance.

ARTICLE 10: MONTANT DU MARCHÉ RECONDUCTIBLE

Le montant annuel du marché reconductible correspondra à la redevance annuelle.

A la fin de chaque année, le maître d'ouvrage sera tenu de solder le présent marché reconductible à hauteur du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 11: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE 12: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 13: CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

- Le cautionnement provisoire ou la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de **Deux mille cinq cent vingt Dhs (2.520 Dirhams)**.
- Le cautionnement définitif est fixé à 3% (Trois pour Cent) du montant T.T.C du marché. Le cautionnement définitif de 3 % devra être constitué dans les 30 jours qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.
- Par dérogation de l'article 13 du CCAG-EMO, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 14: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15: PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur, le cas échéant, d'obtenir les cessions, licences d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 16: RECEPTIONS PROVISOIRES PARTIELLES

La réception provisoire partielle des prestations objet de ce marché sera effectuée trimestriellement après test et vérification.

Cette réception sera matérialisée par un PV de réception provisoire partielle conjointement signé par le comité de suivi désigné à cet effet et le titulaire du marché.

ARTICLE 17: RECEPTION DEFINITIVE

1. Réception définitive annuelle :

Une réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage au terme de chaque année, si le titulaire a rempli toutes les obligations qui lui incombent.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception définitive dressé et signé conjointement par le comité de suivi au sein du Conseil désigné à cet effet et le titulaire du marché reconductible.

2. Réception définitive globale :

A l'expiration de la durée totale du marché reconductible, et après la réception définitive de la dernière année, le maître d'ouvrage procédera à la réception définitive globale des prestations, en signant, conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible, un procès-verbal de réception définitive.

ARTICLE 18: COMITE DE SUIVI

Pour l'exécution du marché, le Conseil désignera un comité de suivi, qui aura à assurer les fonctions suivantes :

- Assurer l'interface avec le titulaire pour tout ce qui concerne les modalités d'exécution du présent marché ;
- Contrôler la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.
- Signer les procès-verbaux de réceptions provisoires partielles et définitives conjointement avec le titulaire du présent marché reconductible.

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, et après prononciation de la réception provisoire partielle trimestrielle et production du procès-verbal de réception provisoire partielle y afférent, le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture en cinq (05) exemplaires portant la signature du titulaire.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir commencé les prestations dans les délais fixés par l'ordre de service, il lui sera appliqué une pénalité de un pour mille (1‰) par jour calendaire de retard du montant du marché. Cette pénalité court de plein droit et sans mise en demeure préalable et sera prélevée sur la facture de la période correspondante.

Toutefois, le montant global de ces pénalités qui seront appliquées est plafonné à 10% du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint sur un exercice, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO, nonobstant les poursuites à l'encontre du titulaire par endommagement préjudice subi par le Conseil.

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08/03/2023 relatif aux marchés publics et celles prévues aux articles 27 à 33 et 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 24: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 25: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26: PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par le Conseil ;
- Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues du Conseil ;
- Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Procéder, à la fin du marché, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par le Conseil ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent marché ;
- D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent contrat, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché ;
- De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent marché.

Le prestataire s'engage :

- À première demande du Conseil à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du marché ;
- À coopérer avec le Conseil dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- À permettre la réalisation par le Conseil ou toute personne mandatée par ce dernier et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations par le prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent marché, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- Qu'il pourra être tenu responsable envers le Conseil des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent marché, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;



CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES « TERMES DE REFERENCES »

ARTICLE 27: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent appel d'offres consistent en l'hébergement et l'infogérance de la plateforme virtuelle sur le Cloud et migration de la plateforme web existante vers la nouvelle plateforme :

- Hébergement de la plateforme virtuelle sur le Cloud composée de deux serveurs virtuels et un espace de stockage ;
- La migration des applications web (site web, application de gestion des enquêtes, extranet...);
- Transfert de compétences sur l'exploitation et l'administration de la plateforme Cloud proposée.

ARTICLE 28: DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché, le prestataire s'engage à mettre à la disposition du CSEFRS une plateforme virtualisée sur le Cloud constituée de deux serveurs :

- **Serveur 1** : un serveur LAMP géré par le panneau d'administration et de configuration cPanel, qui va héberger le site web du Conseil développé sous WordPress.
- **Serveur 2** : un serveur LAMP géré par le panneau d'administration et de configuration cPanel (**pack de 30 utilisateurs**), qui va héberger les applications existantes actuellement au Conseil (Gestion des enquêtes, plateforme de tests et évaluations, Portail web et extranet développé sous WordPress, etc....),

Cette plateforme doit répondre aux spécifications minimales suivantes :

- ✓ **Data Center** : les serveurs doivent être hébergés dans un Datacenter garantissant un taux de disponibilité de 99,99%.
- ✓ **Puissance de calcul et stockage** : le prestataire met à disposition du CSEFRS une plateforme virtuelle managée et hébergée dans le Cloud, constituée des caractéristiques minimales suivantes :

Elément	Caractéristiques techniques
Serveur1	<ul style="list-style-type: none">⇒ OS : Linux⇒ 8 vCPU⇒ 32 Go de RAM⇒ 500Go SSD⇒ CPanel⇒ Jet Backup⇒ CDN, WAF et certificate SSL
Serveur 2	<ul style="list-style-type: none">⇒ OS : Linux⇒ 8 vCPU⇒ 32 Go de RAM⇒ 500Go SSD⇒ CPanel (30 comptes)⇒ Jet Backup⇒ CDN, WAF et certificate SSL
Espace de stockage	⇒ 3 To d'espace de stockage pour le Backup
Firewall/VPC	⇒ Firewall manager et réseau virtuel privé dédié

✓ **Système :**

- Le prestataire s'engage à fournir les licences des outils serveurs qui seront déployées dans les serveurs virtuels.
- Toute mise à jour ou upgrade des versions est à la charge du prestataire durant la durée du marché.

✓ **Réseaux et Bande passante :**

- Deux adresses IP public, selon le besoin du CSEFRS, doivent être affectées à chaque serveur virtuel.
- La plateforme doit être connectée à internet à travers une bande passante illimitée.
- ✓ **Sécurité :**
 - La plateforme doit être protégée par des règles de Firewall personnalisées. Le prestataire s'engage à mettre en place la matrice de flux communiquée par le pôle des systèmes d'information (PSI) du CSEFRS à la demande. Chaque modification de la matrice de flux doit faire objet d'une demande par mail.
 - Un tunnel VPN doit être établi entre le siège du CSEFRS et le réseau privé sur le Cloud du CSEFRS afin de permettre une communication sécurisée. Ce tunnel peut supporter un accès illimité d'utilisateurs en même temps.
 - Toutes les applications Web (Y compris le site Web) doivent être protégées par un Web Application Firewall (WAF).
 - Le prestataire s'engage à fournir un certificat SSL Wildcard délivré par une autorité internationale. Ce certificat doit couvrir tous les URL, sous domaines du domaine « csefrs.ma ». Le prestataire doit maintenir la validité du certificat pendant toute la durée du marché.
- ✓ **Supervision :**
 - Le prestataire s'engage à superviser les différents ressources et services actifs sur les différentes plateformes et de notifier les administrateurs du CSEFRS de toute anomalie. Les métriques de vérification seront définies en commun accord avec le pôle des systèmes d'information PSI du CSEFRS.
- ✓ **Migration :**

Le prestataire est tenu de :

 - Migrer les applications métiers Web et transférer les données depuis l'ancienne plateforme vers la nouvelle plateforme Cloud.
 - Migrer le site Web et l'extranet et transférer les données depuis l'ancienne plateforme vers la nouvelle plateforme Cloud.
 - Installer tous les outils nécessaires à l'administration et à l'exploitation des serveurs virtuels.
 - Installer l'Antivirus.
- ✓ **Sauvegarde/Restauration :**
 - Permettra la sauvegarde en locale et sur un espace de 3 To sur le Cloud.
 - La stratégie de sauvegarde sera élaborée par le CSEFRS et appliquée par le prestataire. Elle doit répondre aux exigences ci-dessous :
 - ✓ Elle peut être journalière, hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle ou semestrielle.
 - ✓ Elle peut être incrémentielle ou complète.
 - ✓ La durée de rétention doit être paramétrable (entre 1 mois et 6 mois).
 - ✓ Permettre la restauration complète ou granulaire.
 - ✓ Permettre l'exploitation et l'administration via la console d'administration personnalisée.

Toutefois, le CSEFRS peut modifier selon ses besoins cette stratégie.
- ✓ **Transfert de compétences :**
 - Pour trois cadres du pôle des systèmes d'information (PSI) destinés à l'exploitation et à l'administration de la plateforme virtuelle.

ARTICLE 29: MAINTENANCE ET INFOGERANCE

Le titulaire doit garantir la fiabilité et la bonne exploitation de la plateforme, et s'engage à assurer les garanties suivantes :

- **Garantie de résultat** : L'obtention des résultats contractuels tels qu'identifiés au niveau des prestations demandées au niveau du présent marché ;
- **Garantie de conformité et de cohérence** : la conformité des prestations exécutées et des livrables fournis avec les recommandations de ou des éditeur(s) et les règles d'art en la matière et l'intégration de manière transparente de la plateforme dans le système d'information du Conseil ;
- **Garantie de non-régression** : la non-régression des fonctionnalités offertes par la plateforme par rapport à l'existant et par rapport aux fonctionnalités mises en œuvre ;
- **Garantie des niveaux de service** : le maintien des niveaux de service offerts par la plateforme ;
- **Garantie sécurité** : l'installation des dernières versions et patches de logiciels.
- **Garantie d'évolution** : la capacité d'évolution de la plateforme qu'elle est apte à évoluer en fonction de l'état technique, ainsi qu'en fonction des évolutions réglementaires et législatives, tant nationales, qu'internationales.
- **Garantie de continuité de service** : La plateforme assurera une sécurité maximum en termes de continuité de service, de conservation et de restauration des données et fichiers et ce conformément aux spécifications.

En outre, le titulaire doit, pendant toute la durée du marché, mettre à la disposition du Conseil les services de maintenance suivants :

1.1 La maintenance préventive qui consiste en :

- ⇒ **L'entretien préventif et le contrôle périodique** du bon fonctionnement de la plateforme avec exécution de toute opération nécessaire pour maintenir un bon niveau d'exploitation. Une analyse du comportement de la plateforme devra être effectuée avec la suggestion des modifications à apporter pour l'optimisation des performances de la plateforme ;
- ⇒ **La mise à jour logicielle** : installation des mises à jour logicielles, majeures et mineures, mises en œuvre dans le cadre de ce marché, après accord du Conseil, et ce dès leur apparition ;
- ⇒ **La mise à niveau de la solution** en fonction des évolutions techniques et juridiques.

1.2 La maintenance curative qui consiste en :

- ⇒ **La mise en état de bon fonctionnement** des plateformes mises en œuvre ;
- ⇒ **La maintenance sur appel du Conseil** en cas de dysfonctionnement, blocage ou dégradation des performances et correction de toute anomalie de fonctionnement des plateformes ;
- ⇒ **La correction des anomalies** détectées par le Conseil ;
- ⇒ **La correction des anomalies** détectées par le titulaire.

Par conséquent le titulaire s'engage à respecter les délais suivants :

Type d'intervention	Délai d'intervention	Délai de remise en état de fonctionnement
Préventive	Respect du planning réalisé en commun accord avec le Conseil	Respect du planning
Mise à jour et mise à niveau	Respect du planning réalisé en commun accord avec le Conseil	Respect du planning
Curative	4 heures à partir de l'heure de l'appel du maître d'ouvrage	8 heures à partir de l'heure de l'appel du maître d'ouvrage

ARTICLE 30: OBLIGATIONS DU TITULAIRE

1. Disponibilité :

La plateforme fournie doit être accessible par le CSEFRS, 24h et 7 jours sur 7 sauf dans les cas suivants :

- Interruption pour raison de maintenance : Le prestataire peut interrompre les services pour des raisons de maintenance. Dans ce cas le prestataire doit convenir avec le CSEFRS la date et l'heure prévue d'interruption de service et la durée.
- Interruption à la demande du CSEFRS.
- Le prestataire s'engage à signaler au CSEFRS toute interruption de service non programmée ou cas de force majeure par SMS/ message e-mail dans les 24 heures ouvrables suivant cette interruption en indiquant la durée, la période et la cause de celle-ci et, le cas échéant, les solutions utilisées pour rétablir le service.

2. Qualité de service :

- Le prestataire garantit une qualité de services de plus 99,99%.
- Le prestataire assure la surveillance des services critiques par son système de monitoring 24/24.

3. Sécurité :

- Le prestataire s'engage à informer le CSEFRS des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou préventives.
- Outre le respect de ses obligations, au titre de ce marché, le prestataire informera préalablement le CSEFRS de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité (ou une dégradation des performances) de la plateforme.
- Le prestataire est responsable du maintien en condition de sécurité de la plateforme pendant toute la durée des prestations.
- Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte.

4. Audit de sécurité :

- Le CSEFRS doit pouvoir, à tout moment, contrôler que les exigences de sécurité sont satisfaites par les dispositions prises par le prestataire.
- Le périmètre et la périodicité des audits de sécurité doivent être précisément définis.
- Les audits pourront être réalisés par le CSEFRS, ou délégué à un tiers.
- La pratique de tests intrusifs doit être encadrée par une charte commune signée entre le prestataire, l'exécutant de l'audit et le CSEFRS.
- Le CSEFRS doit se réserver le droit de requérir l'expertise d'un organisme ou d'une société tierce présentant des compétences en matière de sécurité.

5. Transfert de compétences :

- Le prestataire doit proposer dans son offre le contenu détaillé du transfert de compétences proposé sur la plateforme Cloud
- Ce programme doit être conforme à la formation officielle des éditeurs de la plateforme demandée.

ARTICLE 31: RESSOURCES HUMAINES DEDIEES AU PROJET

Les ressources humaines qui seront affectées au projet doivent répondre aux exigences suivantes :

- **Expert** : avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec des compétences dans les domaines suivants :
 - ✓ Mise en place de la plateforme virtuelle sur le Cloud proposée ;
 - ✓ Système d'exploitation Linux et Windows, MySQL, Wordpress ;

- ✓ Gestion des migrations des applications web et des données ;
- ✓ Sécurité des réseaux ;
- **Formateur** : avec une formation de Bac+5 et une expérience de 3 ans au moins, avec une expérience de formation sur la plateforme Cloud proposée.

ARTICLE 32: BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité	Qté	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
1	Hébergement et infogérance de la plateforme virtuelle sur le Cloud pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique	Trimestre	04		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20%)					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme deDH TTC
(.....dirhams Toutes Taxes Comprises) au titre de
la redevance annuelle..



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°05/CSEFRS/2023

OBJET : HEBERGEMENT ET INFOGERANCE DE LA PLATEFORME VIRTUELLE SUR LE CLOUD POUR LE COMPTE DU CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Abdellatif ATMANI Directeur du pôle Systèmes d'Information</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">KHADDOU BENSOU Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;">Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>